

Victoire de Trump : les démocrates victimes de l'illusion de la croissance

Beaucoup d'États-Uniens ont sanctionné par leur vote le bilan économique de Joe Biden. Les démocrates ont trop souvent refusé cette réalité au nom des chiffres flatteurs de la croissance. Oubliant les difficultés du quotidien vécues par les citoyens moyens. Ils en paient le prix fort.

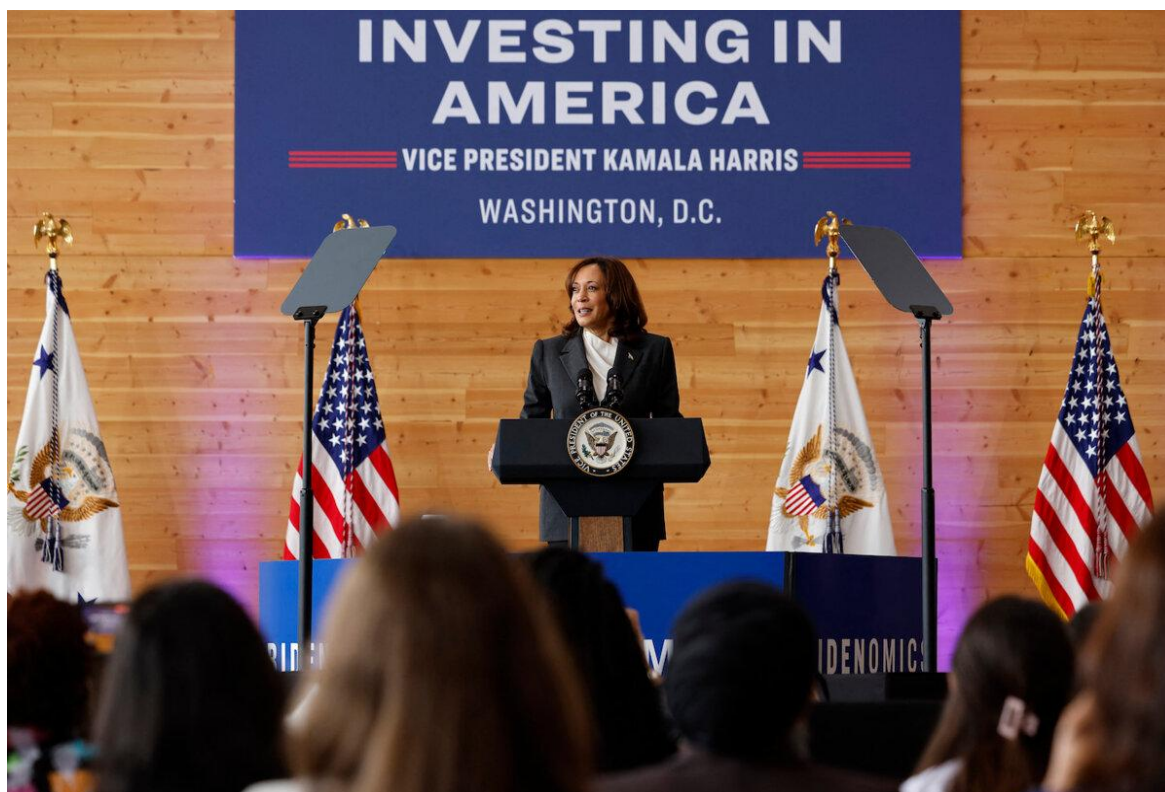
[Romaric Godin](#)

6 novembre 2024 à 14h48

L'ampleurL'ampleur de la victoire de Donald Trump le 5 novembre 2024 ne peut s'expliquer sans comprendre le facteur économique et la façon dont les démocrates ont abordé cette question. Les 4 points gagnés par le milliardaire new-yorkais entre les scrutins de 2020 et de 2024 montrent qu'une partie de l'électorat a basculé, au cours de ces quatre années, vers les républicains.

La question est alors de savoir ce qui a déterminé cette bascule. De ce point de vue, les premières enquêtes post-électorales confirment ce qui avait été perçu au cours de l'ensemble de la campagne : [l'économie a été le premier déterminant du vote pour 39 % des électeurs, selon une enquête de l'agence AP.](#)

L'hypothèse d'un rejet du bilan économique de la présidence Biden est confirmée par d'autres éléments, notamment par les résultats des référendums locaux. Dans des États qui ont choisi très largement Trump, le droit à l'avortement a souvent été renforcé dans les urnes, preuve que son discours réactionnaire n'a pas été la principale force motrice de sa victoire.



Kamala Harris, alors vice-présidente, lors d'une visite à Sycamore & Oak, un village commercial, le 4 août 2023 à Washington. © Photo Chip Somodevilla / Getty Images via AFP

Mieux, même, dans le Missouri, un État où Donald Trump a emporté 1,7 million de voix et 58,5 % des suffrages exprimés, les électeurs ont voté non seulement à 52 % en faveur du droit à l'avortement, mais également à 58 % en faveur du relèvement du salaire minimum à 15 dollars de l'heure en 2026 contre 12 dollars actuellement.

La question du niveau de vie a été au cœur de la campagne. Mais les démocrates ont été victimes sur ce sujet d'une illusion fatale : celle que la croissance économique assurerait leur victoire. Ils sont restés fidèles au fameux « *it's the economy, stupid !* » (« c'est l'économie, crétin ! ») lancé par un conseiller de Bill Clinton pour expliquer en 1992 la défaite de George Bush père. À l'époque, le pays traversait une récession, et le candidat démocrate représentait une alternative.

Les démocrates de 2024 ont renversé la logique. Si la récession avait fait gagner Clinton, alors dans l'opposition en 1992, la croissance devait faire gagner les démocrates en 2024. Les chiffres parlaient d'eux-mêmes : le PIB états-unien affiche une croissance en apparence insolente : 2,5 % en 2023 et encore 2,8 % en rythme annuel au troisième trimestre de cette année. De quoi provoquer l'envie du reste du monde, englué dans une reprise molle.

Les économistes proches du Parti démocrate n'ont pas tari d'éloges sur cette croissance, réalisée alors même que le pays traversait une forte inflation. Et malgré tout, la productivité a rebondi, les revenus réels ont progressé de 11 % en quatre ans et le chômage est resté au plus bas. Un véritable « miracle » qui devait évidemment assurer la victoire du parti de l'âne.

La sombre réalité de la croissance

Pourtant, l'humeur des citoyen·nes n'a pas suivi cet enthousiasme des économistes. Toutes les enquêtes montraient que la plupart des États-Uniens avaient le sentiment que leur niveau de vie s'était dégradé. Mais les économistes et les cadres démocrates sont restés attachés à leur fétichisme statistique : les chiffres ne mentant pas, c'était donc le sentiment des électeurs et électrices qui était faux et manipulé.

Pendant des mois, et encore récemment, le Prix Nobel d'économie Paul Krugman, éditorialiste économique au *New York Times*, a passé son temps à affirmer que les économistes avaient raison et que les gens avaient tort. Le sentiment négatif sur l'économie n'était que le produit d'une énième *fake news* trumpiste.

Mais le président élu n'a pas eu besoin de déployer ses talents de menteur pour convaincre l'électorat sur l'économie. Il a mené sa campagne en martelant cette question : « *Votre situation est-elle meilleure qu'il y a quatre ans ?* » Et une partie de l'électorat y a répondu dans les urnes.

Cette situation traduit un fait notable par rapport aux années 1990 : la croissance a changé de nature. Elle ne reflète plus aussi clairement le bien-être social. Et pour deux raisons. D'abord,

les conditions de production de la croissance sont plus difficiles et supposent parfois une dégradation des conditions de vie des ménages. Ensuite, parce que les difficultés croissantes à produire de la croissance conduisent à une captation de cette dernière par une minorité à des fins d'accumulation. En d'autres termes : l'accélération de la croissance a un coût social croissant.

Et c'est l'incapacité des économistes et des démocrates à accepter cette réalité qui leur a coûté les scrutins du 5 novembre. Ainsi, derrière la supposée « bonne santé du consommateur états-unien » qui enthousiasme tant la presse économique, on trouve des réalités moins réjouissantes pour la réalité des citoyen·nes moyen·nes.

Une grande partie des États-Uniens ont eu le sentiment de travailler toujours davantage pour pouvoir consommer toujours moins.

Car les hausses de coûts sur les primes d'assurance et les loyers ne sont pas comptabilisées dans le taux d'inflation, mais se traduisent au contraire dans une hausse de la consommation, notamment de services. Il y a là une déformation statistique qui revient à penser que les ménages états-uniens se réjouissent et choisissent de dépenser une part croissante de leurs revenus en assurance-maladie, en loyers ou en assurances habitation.

Ainsi, [sur 2023](#), la consommation de services de santé, de services financiers et de services d'habitation à laquelle on peut ajouter les dépenses des « autres biens non durables », qui comprennent la consommation de médicaments, représentait 62,8 % de la croissance de la consommation des ménages. Au quatrième trimestre de 2024, la part de ces quatre éléments était moindre, mais pesait encore pour 39 % de la hausse de la consommation.

À cette hausse des dépenses contraintes s'ajoute le fait que les prix alimentaires ont explosé en 2022 et 2023 de respectivement 9,9 % et 5,8 %, venant peser encore davantage sur les budgets des consommateurs et consommatrices. Comme, en parallèle, les emplois créés ont été principalement des emplois à temps partiel dans des secteurs de service où les conditions de travail sont éprouvantes, les individus ont dû multiplier les emplois pour faire face. Une grande partie des États-Uniens ont eu le sentiment de travailler toujours davantage pour pouvoir consommer toujours moins. Ce n'était pas là une *fake news* mais une réalité très largement vécue.

Loin des discours triomphants des économistes, la croissance états-unienne traduisait en réalité une société mal en point. Car il faut toujours rappeler que, malgré les dépenses de santé croissante, l'espérance de vie à la naissance a décliné aux États-Unis et a décroché des autres pays avancés. Une réalité que le fétichisme économique ignore profondément.

Au reste, la croissance façon Biden est fondée sur deux piliers : le secteur technologique, qui est une croissance de rente qui accroît encore le sentiment de dépenses contraintes et les dépenses militaires, un secteur non productif, qui, au troisième trimestre 2024, a représenté 21 % de la croissance totale. Le tout pour parvenir à dégager une croissance « moyenne » selon les critères du début des années 2000.

Plus d'inégalités

La traduction de tout cela est une croissance toujours plus inégalitaire. Malgré le discours syndical de Biden et les victoires ponctuelles de certains conflits du travail, comme dans

l'automobile l'an passé, la répartition inégalitaire des richesses s'est encore accrue. Un des signes de cette réalité, c'est la hausse démesurée des marchés financiers, soutenue par le rêve de l'intelligence artificielle et par les dépenses publiques, mais concentrée autour d'une poignée de grandes entreprises. Autrement dit : le déficit public a surtout servi ceux qui détiennent des actions et qui travaillent dans les Big Tech. C'est-à-dire : les plus riches.

Un autre signe, fondé sur les données des cartes bancaires, réside dans la concentration des dépenses de consommation courante autour des ménages les plus riches. Selon l'institut Oxford Economics (sans rapport avec l'université du même nom), les 40 % les moins riches en revenus représentent 20 % des dépenses en cartes de débit, tandis que les 20 % les plus riches représentent 40 % des dépenses. Un écart jamais vu qui traduit une autre réalité de la croissance états-unienne : « le » consommateur états-unien est d'abord le plus riche.

La situation économique des États-Unis était donc explosive, et les démocrates étaient dans le déni. En ne cessant de crier aux *fake news*, ils ont achevé de s'aliéner une population cruciale pour leur victoire. Kamala Harris a tenté de corriger le tir en cessant de se prévaloir du bilan Biden, mais, obsédée par le gain du vote modéré, elle a refusé de prendre la réalité concrète des ménages en considération. Aucune vraie réponse n'a été apportée à ces derniers parce qu'aucune politique alternative ambitieuse n'a été construite.

À lire aussi

[États-Unis : pourquoi la croissance ne séduit pas les citoyens](#)

2 mai 2024

[Économie américaine : le grand déphasage des années Biden](#)

23 juillet 2024

Évidemment, il y a un paradoxe à voir Donald Trump, un candidat soutenu par une grande partie de la caste des milliardaires de la tech, profiter de cette désespérance alors même qu'il propose de baisser encore les impôts sur les plus riches et de relever les prix par les droits de douane.

Mais il faut se placer dans le contexte des États-Unis. Trump a su mobiliser des tendances profondes de l'imaginaire économique états-unien, comme le lien entre dépenses publiques et inflation, dans un système politique bipartisan où les démocrates avaient semblé renoncer à défendre les intérêts des citoyen·nes moyen·nes. Il a su mobiliser un discours de protection pendant que les démocrates dansaient sur leurs difficultés. C'est cela qui a permis de faire basculer une partie de l'opinion vers Trump qui, par ailleurs, pouvait compter sur son socle d'électeurs et électrices racistes et réactionnaires.

Désormais, les économistes vont produire des études à foison pour expliquer combien l'élection de Trump va être nuisible à la croissance et à l'inflation. C'est sans doute vrai. Mais il faudra se rappeler que « l'économie » n'est pas que la victime de cette élection, c'est aussi la responsable du retour de l'extrême droite au pouvoir. Plus que jamais, la crise profonde et structurelle du capitalisme produit des monstres politiques.

[Romarc Godin](#)

